PARIS (MPE-Média) - ArcelorMittal Atlantique et Lorraine a accueilli jeudi dernier le Président François Hollande sur son site de Florange où ce dernier a rencontré à la fois les dirigeants du groupe et les délégués syndicaux et annoncé la création d'un futur centre de recherche public sur l'acier basé dans la vallée de la Fensch, celle de l'aciérie de Florange. Détails et vidéos officielles de l'Elysée.

Le Président de la République française François Hollande était récemment de retour à Florange où il avait promis durant la campagne présidentielle de tout mettre en œuvre pour empêcher la fermeture de l'aciérie, objectif que l'Elysée a fini par abandonner à la fin 2012, pour privilégier la recherche d'un accord avec le géant de l'acier sur le moyen et long terme.

La visite de François Hollande à Florange (source Elysée.fr)

M. Hollande a rencontré à cette occasion les délégués du personnel CGT, CFDT, FO durant plus d'une heure, pour tenter de les faire revenir sur leur sentiment d'avoir « été trahi par le gouvernement », comme l'avait écrit le délégué CFDT de Florange Edouard Martin dans son ouvrage intitulé « ne lâchons rien », édité et paru en 2013*.

Edouard Martin a fait toutefois le choix d'une réaction positive à cette proposition de François Hollande : « J'aimerais mettre en perspective la lutte qu'on a mené, l'un ne va pas sans l'autre. J'ai bien vu le jeu de dupe de beaucoup de médias. Ils se demandent comment se fait-il que je sois sorti plutôt satisfait de ce rendez-vous, or il n'y a que deux possibilités. Soit on continue à ruminer, dire que cela ne vaut rien et on reste à quai à regarder les trains passer, soit malgré la déception et la colère, on regarde l'avenir. A un moment donné, lorsque les salariés viennent nous voir et nous disent qu'ils n'ont pas de boulot, il faut bien trouver un accord social. Nous avons cherché les meilleures solutions pour négocier sans se retrouver en situation de faiblesse. L'accord social a été finalisé fin juin. Les HF restent arrêtés, mais tout le monde a été servi, soit par un autre travail, soit par un accord de départ en retraite », explique Edouard Martin, au risque de décevoir l'ultra gauche et par refus de faire le nid du Front national dans sa région d'origine en restant sur une ligne dure et opposée au pouvoir.

François Hollande rencontre Edouard Martin (CFDT) et les autres délégués syndicaux à Florange (source Elysée.fr/Vine)

Edouard Martin estime que l'annonce de la création d'un centre de R&D public sur l'acier, autour de l'acier et des matériaux, avec des partenariats avec des entreprises sidérurgiques, pour travailler sur de nouveaux débouchés de l'acier, notamment sur le retraitement des ferrailles, l'amélioration de la production d'acier électrique, par exemple, est positive car elle recèle des possibilités d'emplois ultérieurs en compensation de ceux qui ont été perdus ces dernières années.

Durant ce rendez-vous, M. Hollande a bien annoncé aux syndicats que l'Etat soutiendrait financièrement la création d'un futur centre de recherche public sur l'acier, en complément des moyens privés existant à Maizières-lès-Metz, au centre mondial de R&D d'ArcelorMittal, déjà subventionné par l'Etat, comme l'ont souligné récemment les députés membres de la Commission d'Enquête sur la sidérurgie (voir nos précédents articles).

« Que l'Etat nous dise qu'il veut reprendre la main sur la recherche, alors qu'un jour M. Mittal peut repartir avec ses brevers aiileurs, cela nous donne un levier d'action extraordinaire. Si un jour il veut développer les futurs brevets, l'Etat pourra lui dire que l'acier doit être produit ici, pas ailleurs. C'est comme l'histoire de Hewlett et Packard qui ont débuté dans un garage et qui ont provoqué la naissance de la silicon valley, cela peut aussi devenir un atout pour les PME-PMI de Moselle », ajoute Edouard Martin (CFDT).

Dans un premier temps, l'Etat donnera 20 Millions d'euros, 50 par la suite au fil du temps, le futur centre devant être situé dans la vallée de la Fensch et employer jusqu'à plusieurs centaines de professionnels. Au total, sur cinq ans, 240M€ seront investis directement sur le site.

La table ronde sur le devenir de la vallée de la sidérurgie lorraine (source Elysée.fr)

« Cette visite a permis au Président de la République française de constater qu'ArcelorMittal a tenu ses engagements et de mesurer l'ampleur du travail effectué par ArcelorMittal pour faire de Florange un site d'excellence pour la production d'acier haut de gamme. Le Président a également été informé qu'ArcelorMittal France a recruté 300 personnes dans le pays depuis le début de l'année et que les recrutements devraient se poursuivre dans les mois à venir », précise la porte-parole d'ArcelorMittal.

ArcelorMittal a confirmé durant ce rendez-vous mosellan avoir prévu un investissement de 180 millions d'euros sur le site de Florange dans le cadre duquel 93 millions d'euros d'investissements ont déjà été lancés pour des réalisations industrielles en 2013, 2014 et 2015. Le site intégré de Florange emploie toujours aujourd'hui 2.500 salariés dans les filières de production d'acier automobile et pour l'emballage.

Pendant cette visite, le Président de la République française a été reçu par MM. Henri Blaffart, Executive Vice President et Directeur des Ressources Humaines et des Affaires Internationales du Groupe, Robrecht Himpe, Executive Vice President et Président-directeur général des Aciers Plats Carbone Europe, Henri-Pierre Orsoni, Président-directeur général d'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine, Geert van Poelvoorde, Président-directeur général de la division Nord des Aciers Plats Carbone Europe et Hervé Bourrier, Président-directeur général d'ArcelorMittal France, précise le producteur mondial d'acier.

Des solutions trouvées

Depuis l'annonce en octobre 2012 de la fermeture de la phase liquide de Florange, le groupe note que des solutions ont été trouvées, uniquement sur la base du volontariat, pour l'ensemble des 629 salariés concernés par la fermeture de la filière liquide du site. 257 salariés ont fait ou vont faire valoir leurs droits de départ à la retraite et 372 ont retrouvé de nouveaux postes, sur le site de Florange pour la plupart ; certains d'entre eux suivent une formation avant d'occuper ces nouveaux postes, précise le groupe.

Au cours de sa visite, le Président a pris toute la mesure des remarquables compétences du site de Florange, notamment doté de la seule ligne au monde capable de produire de l'acier Usibor® grande largeur pour l'industrie automobile. Cette première mondiale, lancée en février dernier, représente un avantage concurrentiel pour le site et permet de renforcer la position de leader d'ArcelorMittal sur le marché en croissance des aciers plus légers et plus résistants pour le secteur automobile. L'objectif du Groupe est de doubler la production d'Usibor® dans les trois prochaines années. La production pour emballage est également consolidée et optimisée dans le cadre d'une filière intégrée entre Florange et Basse-Indre, ajoute la porte-parole du groupe.

Concernant le programme de recherche LIS (Low Impact Steel) annoncé en avril dernier en substitution au projet européen ULCOS (Ultra Low CO2 Steelmaking), le groupe précise qu'une feuille de route est actuellement en cours d'élaboration entre les équipes d'ArcelorMittal et ses partenaires. Elle devrait être présentée à la fin du mois d'octobre. Elle portera sur les deux volets du programme, l'un en vue de réduire les émissions de CO2 et l'autre sur la valorisation du CO2.

La réaction de la CGT post visite présidentielle

La CGT a réagi ce lundi aux annonces de jeudi dernier en estimant que le projet industriel validé par M. Hollande demeurait « incohérent », notant deux raisons principales à cela :

1. « L'arrêt de la filière liquide de Florange entraine une sous capacité de production générant des arrêts pour « manque métal » sur plusieurs autres sites de la société tels que Mardyck, Desvres ou Montataire, mais aussi chez Arcelor Construction France dans la Meuse. Ces ruptures d'approvisionnement dégradent de fait nos rapports aux clients ». Interrogée récemment à ce sujet, la direction générale du groupe estime qu'aucune rupture n'est à déplorer depuis la fermeture de la phase à chaud à Florange, reconnaissant avoir été récemment « en production à 98% des capacités à Dunkerque et Fos-sur-Mer pour répondre à un surcroît de demande en acier brut ».

2. « La filière Packaging (aciers pour emballages) est menacée par ce circuit insensé mis en place entre Dunkerque, Florange et Basse-Indre (Loire-Atlantique), les bobines d'acier devant

parcourir 1.000 kilomètres sur rail avant d'être revêtues à Basse-Indre pour les clients. Délais et qualité ne peuvent qu'être impactés dans ce schéma. Les premiers experts, les salariés de Basse-Indre, l'ont à nouveau dénoncé le jeudi 26 septembre en se mettant en grève, à l'appel de la CGT et de la CFDT ».

Les délégués de la CGT disent n'avoir reçu aucune réponse des instances politiques à leurs questions accompagnées par un rapport d'expertise du groupe SECAFI remis aux ministères concernés en avril et en juillet 2013.

« Au-delà du seul site de Florange, c'est donc bel et bien de la capacité à produire de l'acier de haut niveau dont il s'agit, avec des salariés bien formés, dans un statut sécurisé et attrayant pour les nouvelles générations », souligne la CGT.

« Cet enjeu est pointé dans les 26 recommandations de la commission d'enquête parlementaire, qui préconise également des prises de participation (via la Banque Publique d'Investissement) dans les groupes sidérurgiques à dominante étrangère, ainsi que des contreparties aux aides publiques », ajoutent les délégués de la centrale cégétiste.

On le voit, les positions de la CGT et de la CFDT divergent nettement. Toutefois, un point d'accord semble se dessiner entre les syndicats et les politiques français sur la nécessité d'une réflexion plus poussée sur l'innovation et les nouveaux moyens sidérurgiques à mettre en oeuvre. La CGT et la CFDT s'entendent eux aussi pour pointer le risque de rupture d'approvisionnement en acier des lignes lorraines et du nord-pas-de-calais (flat carbon Europe) si la demande se renforce comme il semble qu'elle le fait ces temps-ci.

Christophe Journet

* Ne lâchons rien, contre l'économie cannibale, un témoignage d'Edourad Martin, délégué CFDT de Florange, aux Editions du Cherche-Midi.

Voir aussi sur :

www.arcelormittal.com

www.republicain-lorrain.fr/actualite/2013/04/16/exit-ulcos-place-au-projet-lis

